



**PRÉFET  
DE LA RÉGION  
D'ÎLE-DE-FRANCE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale  
des affaires culturelles  
d'Île-de-France**

**Conservation régionale des monuments historiques**

## **RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION**

### **MARCHÉ PUBLIC DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES**

**DÉPARTEMENT DES HAUTS-DE-SEINE (92)  
DOMAINE NATIONAL DE MEUDON  
ETANG DE CHALAIS  
Etude diagnostic  
Etude de dangers  
Assistance à maîtrise d'ouvrage pour la régularisation  
administrative au titre du code de l'environnement**

Marché formalisé en application des articles L. 2124-1 à L. 2124-4 et  
R. 2124-1 à R. 2124-6 du Code de la commande publique

Date limite de remise des offres :

**mardi 3 février 2026 à 15:00**

**DIRECTION REGIONALE DES AFFAIRES CULTURELLES - ILE DE FRANCE**

45-47 rue le Peletier  
75009 PARIS

## SOMMAIRE

1	Objet et étendue de la consultation .....	3
1.1	Objet.....	3
1.2	Mode de passation.....	3
1.3	Réalisation de prestations similaires.....	3
1.4	Type et forme de marchés .....	3
1.5	Décomposition de la consultation.....	3
1.6	Contenu du marché.....	4
2	Conditions de la consultation .....	4
2.1	Délai de validité des offres .....	4
2.2	Forme juridique du groupement.....	4
2.3	Variantes .....	5
2.4	Confidentialité et mesures de sécurité .....	5
3	Pouvoir adjudicateur .....	5
3.1	Désignation .....	5
3.2	Contacts .....	5
4	Conditions relatives au marché .....	5
4.1	Durée du Marché ou délai d'exécution .....	5
4.2	Modalités essentielles de financement et de paiement .....	5
5	Contenu du dossier de consultation .....	6
5.1	Présentation des candidatures et des offres.....	6
5.2	Documents à produire .....	6
5.3	Visites et aller-voir.....	8
5.4	Questions et renseignements complémentaires .....	8
6	Conditions d'envoi ou de remise des plis .....	8
7	Examen des candidatures et des offres .....	9
7.1	Sélection des candidatures .....	9
7.2	Attribution du marché.....	10
7.3	Méthode de Notation des offres.....	10
7.4	Cadre de la négociation.....	11
8	CLASSEMENT PROVISoire DES OFFRES .....	11
8.1	Egalité professionnelle et lutte contre les discriminations .....	12
9	Procédures de recours et langues .....	12

# 1 OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION

## 1.1 OBJET

L'étang de Chalais est un bassin hexagonal édifié au XVIIème siècle situé dans le Domaine national de Meudon, à Meudon (92), au sein de l'espace boisé de la forêt de Meudon et à proximité immédiate du Hangar Y. Le sens d'écoulement des eaux s'effectue suivant un axe sud/sud-ouest – nord est.

La présente consultation concerne :

- La réalisation d'une étude diagnostic de l'étang et de ses ouvrages hydrauliques amont et aval.
- La réalisation d'une étude de dangers, assortie de prescriptions d'interventions prioritaires et chiffrées.
- Assistance à maîtrise d'ouvrage pour la régularisation administrative de l'étang de Chalais au titre du code d'environnement, puis la mise à jour du statut de l'étang de Chalais pour prendre en compte l'urbanisation du secteur situé en aval du plan d'eau, et dont il est séparé par une retenue d'eau.

Lieu d'exécution :

Domaine national de Meudon, étang de Chalais  
92190 MEUDON

## 1.2 MODE DE PASSATION

La procédure de passation utilisée est la procédure formalisée selon les articles L 2124-1 à L2024-4 et R 2124-1 à R2124-6 du code de la commande publique

## 1.3 REALISATION DE PRESTATIONS SIMILAIRES

Le Pouvoir adjudicateur pourra confier au Titulaire du marché, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

La durée pendant laquelle un nouveau marché pourra être conclu ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du présent marché.

## 1.4 TYPE ET FORME DE MARCHES

Il s'agit d'un marché de prestations intellectuelles.

## 1.5 DECOMPOSITION DE LA CONSULTATION

Les prestations ne sont pas alloties.

## 1.6 DECOMPOSITION EN TRANCHES

Le présent marché se décompose en trois (3) tranches, définies ainsi :

Tranche	Éléments de mission
---------	---------------------

Drac IDF – CRMH – BCO - Meudon – étude diagnostic de l'étang de Chalais ; étude de dangers de la digue de l'étang ; assistance à maîtrise d'ouvrage pour la régularisation administrative de l'étang au titre du code de l'environnement  
RC

Tranche ferme	Etude diagnostic Etude de dangers
Tranche optionnelle 1	Assistance à maîtrise d'ouvrage pour la régularisation administrative de l'étang de Chalais au titre du code d'environnement
Tranche optionnelle 2	Assistance à maîtrise d'ouvrage pour la mise à jour administrative de l'étang de Chalais au titre du code d'environnement

## 1.7 CONTENU DU MARCHÉ

La nature des prestations à réaliser et leurs conditions d'exécution sont décrites dans le cahier des clauses particulières (CCP).

Le Pouvoir adjudicateur se réserve le droit de lancer une consultation spécifique pour les opérations particulières.

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Code principal	Description	Code suppl.
71250000	Service d'architecture, d'ingénierie et de métrage	71335000-5 Études techniques

## 2 CONDITIONS DE LA CONSULTATION

### 2.1 DELAI DE VALIDITE DES OFFRES

Le délai de validité des offres est fixé à deux cent quarante (240) jours à compter de la date limite de réception des offres.

### 2.2 FORME JURIDIQUE DU GROUPEMENT

En cas de groupement, la forme souhaitée par le pouvoir adjudicateur est un groupement solidaire. Si le groupement attributaire du marché est d'une forme différente, il pourra se voir contraint d'assurer sa transformation pour se conformer au souhait du pouvoir adjudicateur tel qu'il est indiqué ci-dessus.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

- en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ;
- en qualité de membres de plusieurs groupements.

## 2.3 VARIANTES

Aucune variante n'est autorisée.

## 2.4 CONFIDENTIALITE ET MESURES DE SECURITE

Les candidats doivent respecter l'obligation de confidentialité requise pour l'exécution des prestations.

L'attention des candidats est particulièrement attirée sur les dispositions du Cahier des clauses particulières qui énonce les formalités à accomplir et les consignes à respecter du fait de cette obligation de confidentialité.

# 3 POUVOIR ADJUDICATEUR

## 3.1 DESIGNATION

Direction régionale des Affaires culturelles d'Île-de-France  
Conservation régionale des monuments historiques  
47 rue Le Peletier  
75009 Paris

## 3.2 CONTACTS

Monsieur Jonathan Legros  
Chargé d'opérations  
courriel : [jonathan.legros@culture.gouv.fr](mailto:jonathan.legros@culture.gouv.fr)

# 4 CONDITIONS RELATIVES AU MARCHE

## 4.1 DUREE DU MARCHE OU DELAI D'EXECUTION

La durée globale prévue pour l'exécution de l'ensemble des prestations est de :

Quatorze (14) mois.

La date prévisionnelle de début des prestations est le 15/04/2026.

## 4.2 MODALITES ESSENTIELLES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer aux bénéfices de l'avance prévue au CCP, ils doivent le préciser à l'acte d'engagement.

## 5 CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- le présent règlement de la consultation (RC) et son annexe :
  - Annexe 1 : questionnaire égalité professionnelle et diversité professionnelle
- l'acte d'engagement (AE) et ses annexes :
  - Annexe 1 : décomposition du prix global et forfaitaire
  - Annexe 2 : déclarations de sous-traitance éventuelles
- le cahier des clauses particulières (CCP) et ses annexes :
  - Annexe 1 : plan de localisation,
  - Annexe 2 : plan topographique de l'arrivée du ru-SO amont, et de la digue de l'étang jusqu'à la limite de parcelle ONERA (GPSO).

Il est remis gratuitement à chaque candidat. Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 6 jours avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

### 5.1 PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

### 5.2 DOCUMENTS A PRODUIRE

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces listées ci-après.

#### 5.2.1 Pièces de la candidature

Pièces de la candidature telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R. 2143-4 du Code de la commande publique, sans qu'il ne soit nécessaire qu'il les signe :

Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner	Oui

Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

Libellés	Signature
----------	-----------

Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du marché, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles	Oui
--	-----

Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise:

Libellés	Signature
Attestation de visite du lieu d'exécution et de prise de connaissance du site, conformément à l'article 5.3 du présent règlement de la consultation	Non
Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années	Oui
Liste des principales prestations similaires effectuées au cours des cinq dernières années, notamment celles réalisées en milieu complexe (monuments historiques etc.) indiquant le montant, la date et le destinataire. Elles sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration du candidat.	Oui

Certificats de qualifications et/ou de qualité demandés aux candidats :

Libellés	Signature
Habilitation en tant qu'« <b>Organismes agréés en tant qu'intervenants pour la sécurité des ouvrages hydrauliques</b> », conformément à l'arrêté du 25/01/2022 (J.O. 03/02/2022) et disposant des agréments suivants en cours de validité : agrément n° 1 – digues et barrages – études et diagnostics agrément n°3 – barrage de classe C et digues – études et diagnostics agrément n°5 – auscultation – tous barrages	Oui

Chacun des certificats précités pourra faire l'objet d'équivalence. Les entreprises étrangères pourront quant à elles fournir ceux délivrés par les organismes de leur état d'origine.

Pour présenter leur candidature, **les candidats utilisent soit les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat)** disponibles gratuitement sur le site [www.economie.gouv.fr](http://www.economie.gouv.fr), soit le Document Unique de Marché Européen (DUME). **Les candidats peuvent aussi utiliser le formulaire DC4 (déclaration de sous-traitance)** disponible gratuitement sur le site [www.economie.gouv.fr](http://www.economie.gouv.fr).

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, notamment en cas de groupement ou de sous-traitance, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

## 5.2.2 Pièces de l'offre

Libellés	Nécessité de signer le document
L'acte d'engagement (AE) <ul style="list-style-type: none"><li>▪ Annexe 1 : décomposition du prix globale et forfaitaire</li><li>▪ Annexe 2 : déclarations de sous-traitance éventuelle</li></ul>	Oui Oui Oui
Le cahier des clauses particulières (CCP) et ses annexes <ul style="list-style-type: none"><li>▪ Annexe 1 : plan de localisation</li><li>▪ Annexe 2 : plan topographique de l'arrivée du ru-SO amont, et de la digue de l'étang jusqu'à la limite de parcelle ONERA (GPSO)</li></ul>	Oui Oui Oui
Les déclarations de sous-traitance éventuelles	Oui
Le mémoire justificatif des dispositions que le candidat se propose d'adopter pour l'exécution du marché . <b>Ce mémoire n'excédera pas trente pages.</b>	Oui

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

## 5.3 VISITES ET ALLER-VOIR

La visite est obligatoire.

Les dates et horaires de visites sont les suivants :

- **Vendredi 19 décembre à 14h00**
- **Mardi 20 janvier 2026 à 11h00**

*L'inscription est réalisée exclusivement via le module des questions de la plateforme des achats de l'Etat (PLACE)», via le module « Question ».*

## 5.4 QUESTIONS ET RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Cette demande doit intervenir au plus tard 8 jours avant la date limite de réception des offres.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant téléchargé le dossier après identification, 8 jours au plus tard avant la date limite de réception des offres.

## 6 CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES PLIS

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

La transmission des documents **se fait exclusivement par voie électronique** sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <http://www.marches-publics.gouv.fr>.

Le choix du mode de transmission est global et irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis au pouvoir adjudicateur.

Le pli doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de la consultation.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si une nouvelle offre est envoyée par voie électronique par le même candidat, celle-ci annule et remplace l'offre précédente.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique (CD-ROM, DVD-ROM, clé usb) ou sur support papier. Cette copie doit être placée dans un pli portant la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée. Elle est ouverte dans les cas suivants :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le pli transmis par voie électronique ;
- lorsque le pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délai ou n'a pu être ouvert, à condition que sa transmission ait commencé avant la clôture de la remise des plis.

La copie de sauvegarde peut être transmise ou déposée à l'adresse suivante :

DRAC Île-de-France,  
Conservation régionale des monuments historiques  
Bureau de la conduite des opérations  
47 rue Le Peletier  
75009 Paris

Les formats électroniques dans lesquels les documents peuvent être transmis sont les suivants : Acrobat, Office, OpenOffice, LibreOffice.

**La signature électronique des documents et celle du marché par l'attributaire ne sont pas exigées dans le cadre de cette consultation.**

Après attribution, les candidats sont informés que l'offre électronique retenue sera transformée en offre papier, pour donner lieu à la signature manuscrite du marché par les parties.

Les frais d'accès au réseau et de recours, le cas échéant, à la signature électronique sont à la charge des candidats.

## **7 EXAMEN DES CANDIDATURES ET DES OFFRES**

### **7.1 SELECTION DES CANDIDATURES**

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander

à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 5 jours.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

## 7.2 ATTRIBUTION DU MARCHE

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à 4 et R.2152-1 à 7 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière pourra faire l'objet d'une demande de régularisation, à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse. En revanche, toute offre inacceptable ou inappropriée sera éliminée.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Critères	Pondération
1 - Prix des prestations	40.0 %
2 - Valeur technique : <i>Qualité de l'équipe proposée et organisation proposée 25%</i> <i>Moyens mis en œuvre pour le respect du délai des tranches du marché 25%</i>	50.0 %
3 - Caractéristiques environnementales des moyens d'intervention ( <i>utilisation par l'entreprise de modes de déplacements favorisant le développement durable notamment</i> )	10.0 %

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées dans l'offre du candidat, l'entreprise sera invitée à confirmer l'offre rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

## 7.3 METHODE DE NOTATION DES OFFRES

### 7.3.1 Méthode d'analyse du premier critère : le prix des prestations HT

L'offre de prix la moins élevée se voit attribuer la note maximum de 100 points.

Les notes des offres suivantes sont minorées en application de la formule suivante :

$$\text{Note du prix} = 100 \times \text{Coût offre mini} / \text{Coût de l'offre notée.}$$

Le coefficient de pondération de 40%, correspondant à une note sur 40 points, est ensuite appliqué à la note obtenue.

### 7.3.2 Méthode d'analyse du deuxième critère : la valeur technique

Pour chaque sous-critère de la valeur technique, une note sur 5 est attribuée, selon une méthode de notation correspondant aux appréciations suivantes :

0 = élément(s) non communiqué(s)

1 = élément(s) communiqué(s) ne répondant pas aux attentes

Drac IDF – CRMH – BCO - Meudon – étude diagnostic de l'étang de Chalais ; étude de dangers de la digue de l'étang ; assistance à maîtrise d'ouvrage pour la régularisation administrative de l'étang au titre du code de l'environnement

2 = élément(s) communiqué(s) répondant partiellement aux attentes

3 = élément(s) communiqué(s) répondant aux attentes mais ne présentant aucun avantage par rapport aux offres des autres candidats

4 = élément(s) communiqué(s) répondant aux attentes avec des avantages particuliers par rapport aux offres des autres candidats

5 = élément(s) communiqué(s) répondant aux attentes avec des avantages exceptionnels par rapport aux offres des autres candidats

La note sur 5 points est ensuite multipliée par vingt pour obtenir une note sur 100 points.

Chaque note obtenue est ensuite pondérée selon le coefficient de pondération de chaque sous-critère.

### **7.3.3 Méthode d'analyse du troisième critère : les caractéristiques environnementales des moyens d'intervention présentés**

Une note sur 5 est attribuée, selon une méthode de notation correspondant aux appréciations suivantes :

0 = élément(s) non communiqué(s)

1 = élément(s) communiqué(s) ne répondant pas aux attentes

2 = élément(s) communiqué(s) répondant partiellement aux attentes

3 = élément(s) communiqué(s) répondant aux attentes mais ne présentant aucun avantage par rapport aux offres des autres candidats

4 = élément(s) communiqué(s) répondant aux attentes avec des avantages particuliers par rapport aux offres des autres candidats

5 = élément(s) communiqué(s) répondant aux attentes avec des avantages exceptionnels par rapport aux offres des autres candidats

La note sur 5 points est ensuite multipliée par vingt pour obtenir une note sur 100 points.

La note obtenue est ensuite pondérée selon le coefficient de pondération du critère.

## **7.4 CADRE DE LA NEGOCIATION**

Sans objet.

## **8 CLASSEMENT PROVISOIRE DES OFFRES**

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations des articles R.2143-6 à R.2143-10 du Code de la commande publique. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 5 jours.

## 8.1 EGALITE PROFESSIONNELLE ET LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS

Le ministère de la Culture, dont la DRAC Île-de-France est service déconcentré, est détenteur depuis 2017 des labels « Egalité professionnelle » et « Diversité » délivrés par l'AFNOR.

Il s'engage à ce titre à mettre en œuvre des procédures et outils relatifs aux problématiques de lutte contre les discriminations et pour la promotion de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, comme notamment :

- Des actions de sensibilisation et de formation à la prévention des discriminations à l'attention de tous les personnels, en ciblant plus particulièrement l'encadrement et les équipes de gestion des ressources humaines ;
- Un plan d'actions pluriannuel afin de progresser en matière d'égalité entre les femmes et les hommes. Le ministère s'engage ainsi à lutter contre les comportements sexistes et les violences faites aux femmes, favoriser le rééquilibrage de la rémunération entre les femmes et les hommes et développer les parcours professionnels, en particulier l'accès aux fonctions d'encadrement supérieur.

Dans le cadre de cette politique d'achats responsables et de lutte contre les discriminations, le ministère de la Culture souhaite mobiliser ses fournisseurs afin d'être informé de leurs propres actions en matière d'égalité femmes-hommes et de diversité professionnelle et/ou de les sensibiliser davantage à ces enjeux.

Compte tenu de cette ambition, il est demandé à l'attributaire de remplir au moment de la signature du marché le questionnaire « Egalité professionnelle et diversité professionnelle » proposé par le ministère.

***Ce questionnaire n'est exigé que du seul attributaire. Il prend la forme d'un formulaire informatique dont l'adresse lui sera communiquée au moment de l'attribution du marché.*** La liste des questions qui lui seront posées est jointe pour information en annexe 1 du présent règlement.

L'attributaire transmet obligatoirement le récépissé numérique délivré par l'application au représentant du pouvoir adjudicateur avant toute notification du marché. Les informations renseignées dans ce questionnaire n'ont aucune incidence sur l'analyse des candidatures ni sur l'évaluation et la sélection des offres reçues.

Dans une démarche d'amélioration et de progrès, le futur titulaire s'engage à actualiser le questionnaire si le pouvoir adjudicateur lui en fait la demande.

## 9 PROCEDURES DE RECOURS ET LANGUES

Le tribunal territorialement compétent est :

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE PARIS  
7 rue de Jouy  
75181 PARIS CEDEX 04

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes :

- Référé précontractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 et R.551-1 à R.551-6 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat ;
- Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 et R.551-7 à R.551-10 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA ;
- Recours de pleine juridiction ouvert aux concurrents évincés, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique ;
- Recours pour excès de pouvoir contre la décision d'infructuosité de la procédure, prévu aux articles R. 421-1 à R. 421-7 du CJA, et pouvant être exercé dans les 2 mois suivant la notification ou publication de la décision de l'organisme.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

Identité du candidat

Nom ou raison sociale : .....

Représenté par : .....

Adresse : .....

SIRET : .....

Contact : .....

## **DECLARATION SUR L'HONNEUR**

*(en application de l'article R.2143-3 du Code de la commande publique)*

Je soussigné(e), .....

Agissant en qualité de .....

déclare sur l'honneur n'entrer dans aucun des cas des interdictions de soumissionner prévus aux articles L.2141-1 à L.2141-5 et L.2141-7 à L.2141-11 du Code de la commande publique ;

notamment que je satisfais aux obligations concernant l'emploi des travailleurs handicapés définies aux articles L.5212-1 à L.5212-11 du Code du travail le cas échéant.

A ....., le .....,

Signature du candidat